



Thibault Lanxade

# Jeunes & Entreprises : **Réussir la connexion**





1<sup>ère</sup> partie

## **La déconnexion Jeunes & Entreprises**

### **La nouvelle donne économique et sociale**

Pour la première fois depuis la fin de la dernière guerre mondiale, les nouvelles générations connaissent une situation plus difficile que celle de leurs parents. Premières victimes du chômage, un grand nombre de jeunes rencontrent de grandes difficultés à trouver durablement leur place sur le marché du travail et dans la société. Les nouvelles générations, forcément différentes de leurs aînés, voient l'entreprise et l'activité professionnelle d'une façon qui leur propre. En découlent souvent une incompréhension et une défiance de part et d'autre.

### **Le chômage des jeunes**

En matière d'emploi des jeunes et de chômage, que disent les études ?



Plusieurs constats :

1. le chômage des moins de 25 ans est particulièrement élevé. Cela alors que plusieurs secteurs rencontrent de grandes difficultés de recrutement ;
2. plusieurs « jeunesses » doivent être distinguées au regard du marché de l'emploi ;
3. les jeunes non diplômés sont particulièrement vulnérables... mais également certains diplômés de l'enseignement supérieur ;
4. même diplômés, les jeunes des quartiers sensibles sont très souvent discriminés ;
5. les jeunes sont sous-représentés dans le monde du travail.

*Le chômage des moins de 25 ans  
est particulièrement élevé*

En 2006, le taux de chômage des jeunes Français âgés de 15 à 24 ans était de 23,1%. La France bat là un triste record puisqu'elle enregistre un des taux les plus forts d'Europe de l'Ouest et de l'OCDE. Seules la Grèce, la Pologne et la Slovaquie ont des taux plus élevés<sup>7</sup> alors que, pour comparaison, les taux allemands et anglais sont respectivement de 14,1% et de 14,2%. La palme revient aux Pays-Bas qui affichent un taux de chômage des jeunes de 6,6%.

<sup>7</sup> INSEE, *Tableaux de l'économie française*, édition 2007.



*1<sup>ère</sup> partie : La déconnexion Jeunes & Entreprises*

La situation est donc particulièrement défavorable aux jeunes, c'est le moins que l'on puisse dire. Il faut néanmoins relativiser la signification du taux de 23,1%. Car le chiffre est trompeur : on ne peut pas ici conclure que plus d'un jeune sur cinq est au chômage : ce taux représente le rapport entre le nombre de jeunes chômeurs et le nombre de jeunes non scolarisés... et non la population totale des jeunes.

Or, comme 70% des jeunes âgés de 15 à 24 ans sont scolarisés (c'est-à-dire ne sont ni « actifs » ni en recherche d'emploi), leur taux d'activité s'établit à environ 30%<sup>8</sup>.

En conclusion, le taux réel de chômage des jeunes (défini comme le ratio nombre de jeunes chômeurs sur le nombre total de jeunes de 15 à 24 ans) est de 8,6%. Ce qui fait une grande différence avec le taux évoqué précédemment ! Mais la situation reste très préoccupante puisque ce taux est, là encore, supérieur à celui de nos voisins européens et augmente régulièrement depuis une dizaine d'années. Ainsi, quel que soit le thermomètre, la fièvre est bien présente.

Si un grand nombre de jeunes – et c'est heureux – soit travaille, soit poursuit ses études, la situation des jeunes générations face à l'emploi n'est pas brillante et tend à se dégrader. Un jeune sur deux connaît en effet une période de chômage dans les années qui suivent sa sortie du système scolaire. De plus, le taux de chômage

<sup>8</sup> Taux toutefois largement inférieur à la moyenne de l'Union Européenne.





*Jeunes & Entreprises : Réussir la connexion*

deux ans après la fin des études est aujourd'hui quatre à cinq fois plus élevé que celui des années 1970. On constate de nouveau une situation préoccupante et, qui plus est, s'aggrave au cours du temps.

Pourquoi un tel délabrement de la situation de l'emploi de nos jeunes ? Une partie du chômage des jeunes s'explique bien sûr par un manque de formation, mais aussi par l'inadaptation de certaines formations aux besoins des entreprises puisque nombre d'entre elles ne parviennent pas à recruter les effectifs nécessaires à leur développement. Comme le décrit Jacques Vinet<sup>9</sup> : « La France est le seul pays qui cumule chômage massif et problèmes de recrutement dans les métiers en tension. »<sup>10</sup> Là encore, une spécificité française dont on se passerait bien !



*Plusieurs secteurs peinent à recruter*

Environ 400 000 offres d'emplois seraient non satisfaites. Et comme l'explique Jean-Paul Emorine, « le prochain choc démographique ne fera qu'aggraver la situation si rien n'est entrepris pour améliorer les conditions d'entrée des jeunes dans la vie active ».

Ces offres d'emplois non satisfaites concernent surtout des secteurs comme le BTP, l'hôtellerie et la restauration, l'informatique, le médical et le paramédical, les services à la personne, la propreté, les transports. Elles

<sup>9</sup> Président du réseau des Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (Geiq).

<sup>10</sup> Le Figaro, 18 février 2008.



concernent aussi les métiers de commerciaux et les métiers de maintenance, quel que soit le secteur.

Zoomons sur l'Ile de France. On compte dans cette région environ 100 000 emplois non pourvus. Une étude de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris<sup>11</sup> auprès de chefs d'entreprises, de jeunes scolarisés âgés de 15 à 24 ans et de demandeurs d'emploi, permet d'identifier les causes de cette situation. 54% des chefs d'entreprises interrogés mettent en avant l'absence de candidats. Ils soulignent aussi l'inadéquation des profils avec les postes proposés et évoquent des problèmes de motivation (74%), d'expérience (67%) ou de personnalité (62%). Pour les jeunes et les demandeurs d'emploi, l'importance des postes non pourvus s'explique par la méconnaissance des métiers (38% des jeunes et 40% des demandeurs d'emploi se sentent mal ou très mal informés), le décalage entre la réalité de ces métiers et l'idée qu'ils en ont, le rejet des métiers manuels au profit des métiers de contact avec les clients (qui tentent 82% des jeunes et 84% des demandeurs d'emploi).

Les « pénuries de désaffection » – puisque c'est le terme employé par les spécialistes pour traduire la difficulté de recruter – s'expliquent par un décalage entre les attentes des jeunes et les offres des entreprises concernées. Citons les conditions de travail et les faibles salaires (exemple de l'hôtellerie et de la restaura-

<sup>11</sup> Étude menée en 2004 et 2005 par l'Observatoire de la Formation, de l'Emploi et des Métiers (OFEM) de la CCIP.



tion), les métiers trop pénibles physiquement (exemple du BTP)<sup>12</sup> et/ou incompatibles avec un minimum de qualité de vie (exemple des industries implantées dans des bassins d'emplois isolés et à faible taux de croissance).

Le chômage des jeunes et parallèlement le niveau des postes non pourvus créent une situation aberrante car coûteuse pour la collectivité. S'est-on déjà interrogé sur ce point ? Disons les choses clairement, il serait intéressant de pouvoir chiffrer le gaspillage des ressources financières consacrées à des formations qui ne débouchent sur aucun emploi. Il serait aussi intéressant d'évaluer le préjudice psychologique des jeunes chômeurs qui perdent progressivement confiance en eux et voient donc diminuer encore leurs chances de recrutement.

*Le « chômage de rotation » des jeunes est élevé*

La durée moyenne de chômage des jeunes est relativement faible : ils connaissent en effet un « chômage de rotation » élevé, leur principale difficulté étant de se stabiliser dans un poste.

Comment expliquer ce phénomène ? Certains y voient un des comportements caractéristiques de nombreux jeunes, adeptes du « zapping » professionnel, voire, dirons d'autres, instables. L'importance de ce chômage

<sup>12</sup> Notons que cette pénibilité physique peut s'accompagner de maladies professionnelles (exemples de l'industrie alimentaire, de l'automobile et du bâtiment).





*1<sup>ère</sup> partie : La déconnexion Jeunes & Entreprises*

de rotation peut aussi venir du contenu des postes proposés qui ne répond pas aux attentes des nouvelles recrues. Il peut aussi s'expliquer par les politiques d'entreprises qui voient dans les jeunes une « parfaite » variable d'ajustement des effectifs : au premier coup de froid économique, ce sont les jeunes qui prennent la porte en premier.

Les jeunes font souvent des allers-retours entre chômage et activité. Ils rejoignent plus vite que leurs aînés les statistiques de l'Unedic mais en sortent aussi plus rapidement. Ce qui n'est pas sans conséquences sur le niveau des ressources : l'importance du chômage de rotation peut en effet se traduire par une baisse de l'indemnisation, un temps minimum de travail sur une période donnée étant nécessaire pour percevoir quelque chose.

Un tableau donc très préoccupant. Le taux de chômage des jeunes – très élevé – leur taux d'emploi – très faible – leur durée de poste – limitée – retardent leur accès à l'indépendance financière et leur intégration dans la société. Pour certains, le déclenchement de la spirale de l'exclusion n'est pas loin.

Le tableau est-il trop noir ? S'il est vrai qu'il faut distinguer plusieurs jeunesses et que tous les jeunes ne sont évidemment pas logés à la même enseigne en matière d'emploi, la situation de ceux qui trouvent rapidement un travail ne met pas fin à la galère de ceux qui pointent depuis des mois à l'ANPE ou qui alternent





pendant des années petits boulots, CDD et missions d'intérim. Et qui, faute de mieux, jouent les « Tanguy » chez leurs parents.

*Plusieurs « jeunesses » doivent être distinguées*

À titre d'illustration, citons simplement deux points de vue.

- Hervé Sérieyx<sup>13</sup> distingue quatre types de jeunes : les « perclus » (« spécificité française qui regroupe les Bac+15 qui ne trouvent pas de travail »), les « reclus » (ceux qui sortent du système éducatif sans diplôme ou avec le « fameux niveau Bac »), les « exclus » (sans aucune qualification) et les « inclus » (bien intégrés dans le monde du travail).
- Pour sa part, l'Institut Manpower pour l'Emploi<sup>14</sup> distingue les « perdus », les « exclus », les « héritiers » et les « inclus », distinction, on va le voir, assez proche de la précédente. Les « perdus » sont les jeunes issus des filières universitaires généralistes ou les titulaires de bacs généralistes qui se retrouvent en fin de parcours sans perspectives professionnelles autres que celles, peu élevées en volume, offertes par la fonction publique, dont l'Éducation nationale. Ces « perdus » ne connaissent pas les codes indispensables pour s'intégrer dans l'entre-

<sup>13</sup> Professeur, ex-délégué interministériel à l'insertion des jeunes, fondateur et dirigeant de divers cabinets de consultants, auteur de nombreux ouvrages, dont *L'Entreprise du 3<sup>ème</sup> type* (Points, 1984), *Le Zéro mépris* (Dunod, 1989) et *Les Jeunes et l'entreprise : des noces ambiguës* (Éd. d'Organisation, 2005).

<sup>14</sup> Étude menée en 2005 par le cabinet Plus Consultants sur les jeunes issus des filières professionnelles.



prise. Faute d'information sur leurs débouchés, ils se sont engagés dans des impasses et sont dans l'incapacité de développer des stratégies professionnelles tant leurs diplômes sont éloignés du monde de l'entreprise. L'Institut Manpower pour l'Emploi identifie également les « exclus » qui sortent du système scolaire chaque année – environ 160 000 ! – sans diplôme, sans qualification, donc sans espoir d'insertion. Au-delà des « héritiers », issus du système sélectif des grandes écoles et qui ne rencontrent pas de problèmes d'emploi particuliers, l'Institut recense enfin les « inclus ». Il s'agit des jeunes des filières professionnelles, du CAP au BTS en passant le Bac pro et le Bac+2, qui possèdent un métier et sont en passe de réussir leur intégration sociale et professionnelle.

Gardons en tête ce lien entre formation professionnelle et facilité de trouver un emploi. Il est probablement un des principaux leviers permettant la connexion entre les jeunes et les entreprises.

*Certains diplômés de l'enseignement supérieur ne sont pas épargnés par le chômage*

Alors que la « stratégie de Lisbonne », dont on a parlé plus haut, a pour ambition de conduire la moitié d'une classe d'âge au niveau de la licence, la France n'y parvient qu'à hauteur de 37%. Là encore, le score n'est pas brillant.



*Jeunes & Entreprises : Réussir la connexion*

Quelques chiffres permettent ainsi d'illustrer le chômage de certains Bac+4 ou 5. Trois ans après leur sortie de l'enseignement supérieur, 11% des diplômés sont au chômage et 7% sont sans emploi cinq ans après. De nouveau, la France est en queue de peloton des pays d'Europe.

Faute notamment d'information suffisante, chaque année des milliers d'étudiants s'engouffrent dans des filières sans réels débouchés professionnels ou avec des débouchés bien inférieurs au nombre de diplômés (exemples bien connus des études de sociologie, de psychologie ou de lettres modernes). La situation n'est pas nouvelle ; elle ne s'améliore pas tout simplement ! Beaucoup de voix se sont élevées pour alerter des dangers d'une telle situation ; quelles réformes ont été engagées et avec quels résultats ? Répondre à ces questions demandera peu de temps. Nous le verrons plus loin dans ce livre.

Un an après avoir obtenu leur diplôme, 53% des diplômés universitaires de niveau Bac+4 recherchent toujours un emploi. D'où la réforme de l'université – que nous évoquerons plus loin dans cet ouvrage – dont les objectifs sont notamment de conduire 50% des jeunes vers un diplôme de l'enseignement supérieur, de donner aux jeunes des formations qualifiantes dans le monde du travail et de faire de la licence un diplôme tremplin vers la poursuite des études ou vers le marché du travail.

